

12 avril 2019

Q1 : Quel calendrier vous semble le plus adapté pour mettre en œuvre les évolutions de structure des tarifs ATRD qui seront retenues ?

Un démarrage à Juillet 2020 nous aurait semblé plus opportun pour cadrer avec le calendrier prédéfini par la CRE. Si techniquement ce n'est pas possible, sans doute le report est-il inévitable. C'est sans doute GRDF et les ELD qui sont le mieux à même de juger de la meilleure date envisageable.

Q2 : Êtes-vous favorable à ce que la continuité tarifaire entre deux options tarifaires soit établie sans tenir compte de la CTA ?

Il nous semble curieux de ne pas tenir compte de la CTA dans la continuité tarifaire. Avis défavorable.

Q3 : Êtes-vous favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 MWh à 4 MWh ?

Avis favorable dans un souci de cohérence entre niveaux tarifaires et profil de consommation

Q4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T1 et T2 et celle entre les profils P011 et P012 doit être recherchée ?

Avis favorable

Q5 : Êtes-vous favorable au principe d'une scission de l'option tarifaire T2 ?

Avis défavorable à une mise en œuvre dès le prochain ATRD.

Nous comprenons le principe d'une scission pour mieux caractériser les comportements des différents types de consommateurs. Toutefois ce découpage introduit une complexité supplémentaire, il sera important de déterminer la valeur des grilles tarifaires aux limites de 30 ou 50 MWh (continuité tarifaire). Nous sommes favorables à attendre que les compteurs Gazpar aient pu fournir des éléments plus précis afin de garantir une mise en œuvre pérenne et indiscutable.

12 avril 2019

Q6 : Voyez-vous d'autres évolutions qu'il serait souhaitable d'étudier sur le sujet des seuils entre options tarifaires ?

Autres seuils possibles ? Nous pensons éventuellement à un seuil option tarifaire T3 entre 300 MWh et 3000 MWh et un seuil T4 à partir de 3000 MWh ? Est-ce que cela permettrait (cf question 7) un rééquilibrage des coûts sur l'option T3 ?

Il faudrait dans cette hypothèse bien sûr refaire le calcul sur l'ensemble des utilisateurs pour ne pas créer un effet de seuil trop important.

Q7 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en matière de rééquilibrage des charges supportées par les consommateurs de chaque option tarifaire ?

Si nous partageons les enjeux identifiés, nous souhaiterions étudier l'option de la baisse du seuil du T3 en parallèle (cf question précédente).

Par ailleurs, et notamment pour les entreprises des secteurs de l'agriculture et dans certains cas de l'agro-alimentaire, la saisonnalité est dictée par une récolte qui peut se faire plus ou moins en période hivernale en fonction des années et des conditions météorologiques.

Est-ce que la solution d'abaisser le seuil du T3 à 3000 MWh et d'exclure les entreprises agricoles/Agro-alimentaires soumises à une saisonnalité permettrait de rééquilibrer le système ?

Q8 : Que pensez-vous du principe de différencier la tarification des T3 pour refléter leur hétérogénéité ?

Il nous semble que c'est une option envisageable mais ce n'est pas la seule. N'y a-t-il pas dans cette optique un risque de complexification pour des consommateurs de quantités somme toute faibles ?

Q9 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un terme proportionnel à la capacité journalière pour l'option T3 ? Que pensez-vous d'utiliser la capacité journalière normalisée ?

Suite à nos remarques sur ce qui précède et dans un souci de simplicité, nous souhaiterions si possible ne pas appliquer le terme proportionnel sur les plus petites consommations. A voir si cela déséquilibre ou pas le tarif distribution

12 avril 2019

Q10 : Êtes-vous favorable au principe d'appliquer une dégressivité à la tarification de la capacité de l'option T4 au-delà d'un certain seuil ?

Oui Avis favorable. Nous aurions préféré que les grands consommateurs puissent avoir directement accès au réseau de transport pour des raisons économiques et techniques. Le tarif T4 pour des sites fortement consommateurs de gaz est aujourd'hui très pénalisant. Nous souhaiterions par ailleurs que le seuil de dégressivité puisse s'appliquer à partir de 250 MWh/jour au lieu des 500 prévus. Par ailleurs, nous demandons à ce que cette dégressivité puisse être appliquée dès le 1^{er} juillet 2020, afin de diminuer la différence de coût d'acheminement entre un gros site raccordé au transport et le même raccordé à la distribution.

Q11 : Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Oui tout à fait favorable.

Nous sommes très inquiets des surcoûts générés par ces centrales biogaz pour le consommateur industriel et tertiaire (notamment par rapport à la trajectoire de la BAR qu'elle engendre). Il nous semble impératif de réguler au plus tôt ces nouvelles sources de coûts pour les consommateurs industriels et tertiaires.

Remarque complémentaire :

Aujourd'hui, c'est le fournisseur de gaz qui est en charge de l'optimisation du tarif de distribution de ses clients. Or au sein du CLEEE, nous avons pu observer que si certains fournisseurs remplissaient spontanément ce rôle d'optimisation, d'autres ne s'en préoccupent pas du tout, ceci au détriment du prix payé par le client utilisateur.

Eu égard à la complexité du choix desdits tarifs, nous souhaiterions que cette optimisation aujourd'hui puisse ne plus passer par le fournisseur mais directement par GRDF (avec une obligation de résultat) ou alternativement que le fournisseur puisse être contrôlé sur ce rôle de conseil qu'il remplit de façon très inégale (ou que l'attribution d'un tarif soit automatisée).